



Briser le siège, par tous les moyens : le Convoi Humanitaire Diplomatique partira bientôt

## Description

*Les initiatives pour briser le siège imposé par Israël à Gaza se multiplient, par la mer ou la terre, par la société civile ou le droit international. Après la Flottille de la liberté et la [marche globale pour Gaza](#), une initiative propose d'organiser un convoi diplomatique destiné à escorter les 9 000 camions humanitaires bloqués au poste de passage de Rafah depuis des mois.*

Par l'Agence Média Palestine, le 20 juin 2025



Le 2 mars 2025, Israël a imposé un blocus total de l'aide humanitaire à Gaza. Nourriture, eau, médicaments, fournitures médicales mais aussi carburant ou tentes et matériaux de construction : ce sont plus de 9 000 camions transportant des produits indispensables qui patientent depuis plus de trois mois à Rafah, seul point de passage vers Gaza depuis l'Égypte, et actuellement unique entrée et sortie de l'enclave palestinienne.

Tout en niant la réalité de la famine à Gaza (pourtant déplorée par l'ensemble des ONGs spécialisées en la matière), Israël a finalement mis en place en mai un système de distribution d'aide alimentaire à travers la très controversée fondation états-unienne Gaza Humanitarian Foundation (GHF) afin de contourner le recours à l'aide internationale, et notamment celle de l'ONU.

## L'aide humanitaire comme arme

Après avoir, pendant près de 20 mois, détruit les infrastructures sanitaires, les habitations, les lieux de production mais aussi les [terres cultivables](#), mais également par les 17 ans de siège qui ont précipité la séquence actuelle, Israël a rendu la population de Gaza presque entièrement

dépendante de l'aide extérieure.

Une grande partie de cette aide était administrée par l'[UNRWA](#), agence de l'ONU auprès des réfugiés palestiniens, qui constituaient la majeure partie de la population de Gaza : 1,6 millions de réfugiés sur 2,4 millions d'habitants, avant le 7 octobre 2023. Cette agence, dont la grande majorité des travailleuses sont palestiniennes, administrait également une grande partie des écoles et centres de soin. Depuis des années mais surtout depuis le début de sa campagne génocidaire à Gaza, Israël tente de [démanteler](#) l'UNRWA et a voté plusieurs lois pour faire [interdire](#) ses activités. Le blocus total de l'aide, puis la mise en place du système GHF, est une nouvelle manière d'[empêcher](#) cette agence de l'ONU en partie gérée par le concernés de faire son travail.

La mise en place de ce nouveau système permet à Israël un contrôle total de l'aide et une surveillance massive des foules se pressant au trois seuls points de distribution. Ces points sont disposés dans des zones militarisées et entièrement rasées. Les habitants de Gaza doivent parcourir parfois des kilomètres pour s'y rendre, et y encourent de graves dangers.

Chaque jour depuis maintenant presque un mois, des [massacres](#) ont lieu à l'intérieur ou à leurs alentours, l'armée israélienne tirant sur les civils qui tentent d'échapper à la famine. Plus de 400 Palestiniens ont déjà trouvé la mort dans ces massacres désormais [quotidiens](#).

## Briser le siège

C'est cette coalition qui entend dénoncer les plus de 1 000 organisations palestiniennes qui se sont jointes à l'appel du [Convoi Humanitaire Diplomatique](#), d'initiative internationale. « Il s'agit d'une mesure nécessaire et urgente. Si des civils risquent leur vie pour acheminer l'aide, comme nous l'avons vu avec la Flottille de la liberté, le minimum que puissent faire les diplomates est d'agir. La poursuite de l'inaction entraînera une famine massive et érodera la crédibilité du système juridique international, » annoncent les organisatrices dans un communiqué.

Cette initiative propose à tous les collectifs de solidarité avec le peuple palestinien de faire pression sur leurs États pour que chacun envoie une délégation de diplomates ou de représentants gouvernementaux ou parlementaires. Ces délégations, rejointes par des actrices humanitaires et des médias internationaux, tentera de briser le siège en accompagnant les camions bloqués à la frontière au point de passage de Rafah.

Francesca Albanese (rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés) et Michael Fakhri (rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation) ont déjà publiquement approuvé le convoi et appelé les États à le faciliter et à s'y joindre. Bien qu'aucune liste officielle n'ait encore été rendue publique, les organisatrices affirment que « des discussions sont en cours avec des parlementaires et des diplomates en Europe, en Amérique latine, en Asie et ailleurs. Plusieurs membres du Parlement européen se sont déjà exprimés publiquement en faveur du convoi. D'autres confirmations seront communiquées dès qu'elles seront finalisées. »

Les organisatrices appellent aux individus solidaires à écrire à leurs représentants pour leur demander de s'engager à rejoindre le convoi, à encourager leur État à participer ou de

soutenir publiquement l'initiative. Une lettre d'accompagnement est disponible sur leur [site internet](#) afin de faciliter une campagne massive d'envois. « La pression publique directe peut influencer les décideurs et aider à obtenir un soutien politique pour cette initiative qui sauve des vies. »

La participation à ce convoi, qui s'inscrit dans la [dynamique](#) actuelle d'initiatives citoyennes, mais a la particularité de rassembler exclusivement les représentants gouvernementaux, parlementaires et diplomatiques. « Ce convoi souligne la responsabilité des États en tant que principaux responsables en vertu du droit international. Son objectif est de contraindre les États et leurs représentants à respecter le droit international, à prévenir le génocide et à lutter contre l'utilisation de la famine comme méthode de guerre. »







## CONTEXT

In the past few weeks, people have tried to break the siege on Gaza by water, air, and land. These efforts have escalated public pressure on governments to act.

The call for a diplomatic convoy builds on countries' international legal obligations and encourages them to unite their diplomatic influence.





## WHO IS BEHIND IT?

Launched by **over 1,000** Palestinian, regional, and international human rights organizations, this initiative was issued in response to the ongoing Israeli genocide in Gaza—specifically the **deliberate use of starvation as a method of warfare.**





## HOW WILL IT MATERIALISE?

The idea is that each country commits to sending a diplomatic mission to escort the aid in Gaza. **The more countries publicly endorse the call, the higher the momentum and public pressure.**



## WHEN IS IT HAPPENING?

The timing is not yet confirmed and depends on ongoing diplomatic talks between Palestine, Egypt, and other states.

The convoy is expected to launch in the last 10 days of June, pending final approval





# WHAT **YOU** CAN DO TO SUPPORT THE CONVOY

1. **Urge your country** to participate in the convoy through mass mobilization and advocacy
2. **Write** to your parliamentarians and political parties
3. **Spread the word** under the banner "send a diplomatic convoy now"





This is a necessary and urgent measure. If civilians risk their lives to deliver aid—as we saw with the Freedom Flotilla—the bare minimum is for diplomats to act. Continued inaction will enable mass starvation and erode the credibility of the international legal system.

*Ihsan Adel, Director of Law For Palestine*

For more information, visit [bit.ly/gaza-diplomatic-conv](http://bit.ly/gaza-diplomatic-conv)



Pour plus d'information, rendez-vous sur le site de [Law for Palestine](#)

**date créée**  
2025/06/20